

ECONOMIE : Les écoutes policières dévoilent l'univers de François Rouge

Date de parution: Samedi 16 février 2008

Auteur: Sylvain Besson, Paris

JUSTICE. Espionnées par les enquêteurs français, les conversations du financier suisse détenu à Marseille dans le cadre de l'enquête sur le Cercle Concorde sont truffées de personnages pittoresques. Extraits.

«Le vieux monsieur», «l'enfoiré», «des hommes politiques très importants»... C'est une intrigante galerie de portraits que dessinent les écoutes réalisées par la police française dans l'enquête sur le Cercle Concorde, club de poker parisien financé par le banquier genevois François Rouge. Détenu depuis le 27 novembre à Marseille, l'ancien président de la Banque de patrimoines privés est accusé d'association de malfaiteurs, de blanchiment et de détention illégale d'armes. Son associé dans la gestion du Cercle, Paul L., est en fuite.

Lorsqu'un groupe de Corses réputés violents tente de prendre le contrôle de leur club, courant 2007, François Rouge et Paul L. contactent un personnage qu'ils appellent «le vieux monsieur» ou «papa», et dont ils veulent se concilier les «bonnes grâces». Il s'agit de Roland C., retraité sans histoires sur le papier, mais que les analystes considèrent comme une figure majeure du milieu criminel marseillais.

Marc Bonnant, l'avocat de François Rouge, explique que son client a rencontré Roland C. une seule fois, à l'automne 2007, sans connaître sa réputation. «Paul L. le lui avait présenté comme quelqu'un qui avait de l'autorité, une sorte de sage», explique-t-il. Ce «juge de paix» lui aurait promis de jouer les médiateurs dans la bataille contre le gang corse. Mais les écoutes révèlent aussi son irritation face à François Rouge et son associé, «deux petits cons» dont les démarches, dit-il, le «mettent dans la merde».

La phrase qui tue?

Le banquier et Paul L. font aussi appel au «colonel Mario», un aventurier qui propose de soudoyer des policiers français pour harceler leurs rivaux corses. «La méthode, c'est principalement la corruption [...]. Il y a 98% de chances que ça marche», garantit le «colonel Mario». Et si ça ne marche pas, demande avec insistance François Rouge? «On livre le service jusqu'au bout», répond son interlocuteur. Qui précise: «Là, on paie car on ne peut le faire nous-mêmes.»

Pour les enquêteurs, cette phrase suggère que François Rouge était prêt à aller plus loin - peut-être jusqu'au meurtre. Marc Bonnant conteste et souligne que son client n'a pas déboursé un seul des 600000 euros (environ 960000 francs) réclamés par le «colonel Mario». Il confirme, en revanche, que le banquier était informé à l'avance de la descente de police lancée le 27 novembre contre son club de poker. Selon l'avocat, le renseignement provenait de son associé Paul L.

François Rouge n'était guère aimé de ses ennemis corses, qui le désignaient par un sobriquet peu flatteur: «l'enfoiré du pays chocolat». Mais il croyait aussi être craint. «Ils pensent que j'ai le bras long», explique le banquier suisse dans une conversation. Il évoque des «financiers» qu'il semble représenter, et parmi lesquels se trouvent «des hommes politiques très importants, [...] des avocats, tout ce qu'on veut».

Selon son défenseur Marc Bonnant, il s'agit d'un «enfantillage»: «Pour moi, une piste politique serait une heureuse diversion, explique-t-il, mais il n'y a pas l'ombre de l'ombre d'une indication» en ce sens. La justice française continue néanmoins de s'intéresser à l'origine des fonds - quelque 10 millions de francs en tout - investis par François Rouge et son associé dans le Cercle Concorde et trois restaurants à Paris et Aix-en-Provence. L'argent a transité par une société suisse, Sextius SA, un montage jugé «curieux» par les enquêteurs.